

Les crédits

Notre politique a considérablement élargi le potentiel de croissance de notre économie, et accru notre richesse pendant six ans. C'est le résultat d'une action cohérente et générale de la part du gouvernement pour limiter le déficit et libérer le secteur privé des barrières et des fardeaux structurels qui nuisaient à son efficacité et à son aptitude à soutenir la concurrence.

L'opposition parle de la nécessité de préserver et de créer des emplois. Pour cela, nous devons être compétitifs. Et pour être compétitifs, nous devons avoir un milieu économique stable et sain qui encourage l'investissement productif. C'est pour cela que la première priorité de notre gouvernement, depuis 1984, a été de créer un climat économique plus favorable pour les entreprises, en prenant des mesures dans des domaines où nous pouvons agir directement sur l'économie et où nous pouvons avoir les effets à long terme les plus grands.

Le premier de ces domaines était le déficit qu'il fallait réduire. Une bonne santé financière est essentielle, car elle libère les économies des particuliers qui, autrement, serviraient à financer le déficit. Ces économies peuvent alors être utilisées pour des investissements plus productifs, créant ainsi une économie plus efficace et plus active. C'est de cela qu'il s'agit.

Nous avons fait des progrès remarquables à cet égard. Nous avons réduit le gaspillage et l'inefficacité dans le fonctionnement de l'appareil de l'État. La fonction publique a perdu 12 000 années-personnes, ce qui la ramène à son niveau de 1973. Je m'empresse d'ajouter que la population du Canada a augmenté de 20 p. 100 au cours de cette période. Le gouvernement est confronté à des problèmes plus pressants, à des défis plus importants, et je dois dire qu'il se tire bien d'affaire. Le nombre d'employés des sociétés de la Couronne a été réduit de 75 000, réduction qui est en partie attribuable à la privatisation, et en partie à un rendement plus efficace. Aujourd'hui, les dépenses d'administration du gouvernement sont à peu près identiques à ce qu'elles étaient il y a six ans.

Nous avons réussi à forcer le gouvernement fédéral à vivre selon ses moyens. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, les dépenses du gouvernement étaient de 16 milliards supérieures à ses rentrées. L'année dernière, nous avons affiché un excédent de 10 milliards. . .

Une voix: Oh, oh.

M. Thorkelson: . . . au chapitre des programmes. Nous nous attendons à enregistrer un excédent de 14 milliards cette année.

M. Merrithew: Ils ne savent pas ce qu'est un excédent.

M. Thorkelson: Non, ils ne le savent pas. Ils n'en n'ont jamais eu—tout ce qu'ils ont fait pendant des années et des années, c'est de financer le déficit par l'emprunt avec des hausses moyennes de dépenses de 14 p. 100 pendant 20 ans environ.

Il faut plus de temps pour maîtriser la croissance de la dette nationale. En 1984, nous avons hérité d'une dette de 200 milliards de dollars. Elle accélérera à un rythme de 22 milliards par année. Aujourd'hui, elle atteint plus de 300 milliards. Or je tiens à rappeler aux députés de l'autre côté que 80 p. 100 de ce montant est constitué d'intérêt composé sur la dette des libéraux. En fait, c'est une dette héritée des libéraux que nous devons chercher à liquider.

En 1994-1995, monsieur le Président, nos besoins financiers afficheront un excédent. Ce qui veut dire que, d'ici cinq ans, le gouvernement sera en mesure de racheter ses prêts et bons du Trésor. Le pays sera en mesure de réduire sa dette de façon considérable.

Pour démontrer tout le progrès accompli par rapport aux autres grands pays industrialisés, je rappelle qu'en 1984, en prenant les comptes nationaux comme base, le déficit du Canada était de 50 p. 100 plus élevé que la moyenne des déficits des pays les plus industrialisés du Groupe des sept. Il n'est maintenant plus que de 0,7 p. 100 de plus que la moyenne des déficits de ce groupe. Quant aux dépenses, nous avons mieux réussi à les réduire que les États-Unis ou que le Royaume-Uni de M^{me} Thatcher.

Le député d'Ottawa-Sud a parlé d'investissements.

Il rit lorsque nous parlons de réduire les dépenses au titre des programmes, mais il voudrait augmenter encore le déficit. Il veut investir dans l'économie. Où prendra-t-il l'argent? Il emprunterait encore. Il alourdirait la dette au point où elle échapperait à tout contrôle. Nous devrions dépenser chaque année un peu plus en paiement des intérêts. Le service de la dette, qui engouffre 41 milliards de dollars, est actuellement le plus grand article de dépense du gouvernement. Le député aimerait mieux augmenter la dette qu'adopter un bon programme de contrôle des dépenses et investir l'argent au bon endroit au bon moment.

Notre objectif est de réduire le déficit afin d'abaisser progressivement le pourcentage du budget total que représentent les paiements d'intérêt sur la dette. Lorsque nous atteindrons cet objectif, nous disposerons de plus d'économies à investir dans des projets productifs créateurs de richesse et d'emplois pour les Canadiens. Bref, notre programme vise à rendre l'économie plus concurrentielle.